ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978 - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

8e CIRCONSCRIPTION - AULNAY-SOUS-BOIS - BLANC-MESNIL - SEVRAN - VILLEPINTE - TREMBLAY-LES-GONESSE



Candidats du Parti Socialiste

Pour l'Union de la Gauche,
Pour le changement.



Daniel PIPARD

Le dynamisme de la jeunesse et une présence de tous les instants.
Notre candidat titulaire
32 ans - Marié - 2 enfants
Employé de bureau

Daniel PIPARD fait partie des nombreux adhérents qui ont rejoint le Parti Socialiste à l'issue de la campagne de François MITTERRAND lors des élections présidentielles de 1974. Candidat du Parti Socialiste à Villepinte aux élections cantonales de 1976, il participe au renouveau de la Section du Parti Socialiste de Villepinte. Daniel est élu en 1977 sur la liste d'Union démocratique qui élimine la droite et est désigné comme deuxième maire-adjoint chargé des affaires économiques et sociales et du logement dans sa commune de Villepinte. Membre du Bureau fédéral de la Seine-Saint-Denis, Daniel PIPARD est associé étroitement à la direction politique du Parti Socialiste dans notre département.

André DELVILLE

L'expérience d'une longue activité de militant
Notre candidat remplaçant
57 ans - Marié - Un enfant
Longtemps professeur au C.E.G. de Sevran, actuellement principal au C.E.S. Gérard-Philipe d'Aulnay-sous-Bois.

Sevranais d'origine, militant socialiste dès son plus jeune âge, il a retrouvé le Parti Socialiste au Congrès d'Epinay en 1971 après avoir milité dans différentes organisations politiques se réclamant toutes du socialisme. André DELVILLE, élu à la tête du groupe socialiste sur la liste d'Union de la Gauche, est nommé premier adjoint chargé de l'administration générale et du personnel dans sa commune de Sevran. André est également membre de la Commission exécutive fédérale du Parti Socialiste de la Seine-Saint-Denis.

Daniel PIPARD et André DELVILLE, pour changer la vie dès 1978, vous proposent les mesures immédiates contenues dans le programme commun actualisé par le Parti Socialiste :

- Le SMIC à 2.400 F dès le 1er avril 1978.
- Augmentation de 50 % des allocations familiales sur un an.
- Minimum vieillesse porté à 1.300 F et augmenté tous les six mois en vue d'atteindre 80 % du SMIC.
- Allocation d'aide sociale versée aux handicapés adultes portée à 1.200 F par mois revalorisables.
- Droit à la retraite à 55 ans pour toutes les femmes et les travailleurs ayant des tâches pénibles, à 60 ans pour tous les autres travailleurs.
- Application immédiate de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures, l'objectif à moyen terme étant à 35 h.
- Cinquième semaine de congés payés.
- Création en 1978 de 150.000 emplois dans les services publics (éducation, services sociaux, PTT), plus 60.000 emplois à la disposition des collectivités locales.
- Par la suite, 500.000 emplois en moyenne par an en priorité dans la production.
- Création d'un impôt sur les grandes fortunes et sur le capital des grosses sociétés.
- Extension du secteur public par la nationalisation de tout ce qui appartient aux neufs grands groupes industriels nationalisés et des entreprises à caractère stratégique.

Comment réaliser le changement ?

Le programme commun de gouvernement de la gauche seul peut permettre le changement.

Vous imposerez son application en votant pour les candidats du Parti Socialiste.

Daniel PIPARD

André DELVILLE

« Parce que vous représentez les forces de la jeunesse et du travail, votre victoire est inéluctable... ».

F. MITTERRAND

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Il n'est pas nécessaire d'énumérer longuement les raisons justifiant la nécessité d'un changement politique dans notre pays, changement possible en 1978.

Il suffit de rappeler quelques faits :

— L'inflation, la hausse des prix n'ont pas été jugulés par les différents plans Giscard - Chirac - Barre.

Ces plans ont eu pour résultats :

— un chômage qui frappe maintenant un million et demi de Françaises et de Français ;
— des inégalités et des injustices de toutes sortes qui touchent l'immense majorité du peuple français et plus particulièrement les personnes âgées et la jeunesse ;
— des impôts directs et indirects qui deviennent de plus en plus lourds pour les petites et moyennes catégories de Français ;
— un transfert de charges, qui normalement reviennent à l'Etat, sur les collectivités locales, ce qui se traduit par une augmentation de la charge fiscale (impôts locaux) ;
— plusieurs fausses réformes de l'enseignement qui ont désorganisé et affaibli notre Education nationale.

Le besoin de changement est si profond, que la droite au pouvoir tente de le reprendre à son compte en bavardant sur le changement dans l'ordre qui succède au changement dans la continuité promis naguère.

La droite n'a ni la capacité, ni la volonté, elle l'a suffisamment démontré, de réaliser les réformes de structures nécessaires à notre société alors que le Parti Socialiste, en pratiquant l'Union de la Gauche, s'en donne les moyens par le programme commun et ses propositions d'actualisation réalistes (nationalisations - planification démocratique - autogestion).

Vous pouvez, le 12 mars, par votre vote, créer les conditions d'un changement réel, le Parti Socialiste vous le propose.

Dans cette perspective, le Parti Socialiste apporte une volonté de réformes profondes respectant les libertés publiques et privées. La droite — qui n'est pas à un mauvais argument près — essaie d'opposer un pseudo-libéralisme qui serait le sien à un prétendu collectivisme d'Etat qui serait le nôtre.

Rejetant l'une et l'autre formule, le Parti Socialiste, quant à lui, considère que la liberté et les libertés exigent une organisation nouvelle des relations sociales, qu'il place dans la perspective autogestionnaire.

C'est pourquoi, notamment, il a élaboré et signé avec ses partenaires, un programme commun de gouvernement auquel il reste intégralement fidèle.

Son actualisation ne peut être qu'une adaptation à la situation de 1978 et non une remise en cause de ses principes et de ses équilibres fondamentaux.

Il faut un gouvernement de la gauche unie qui applique ce programme tout de suite.

Des milliers de Françaises et de Français, dont vous êtes, ne peuvent plus attendre.

Il faut, en votant socialiste le 12 mars, soutenir et rejoindre le combat des Socialistes pour qu'il en soit ainsi.

La victoire est possible, elle ne peut être tributaire d'un pourcentage obtenu par un parti de gauche.

Il convient également, même si l'émulation est normale entre formations de gauche, que cessent les procès d'intentions à l'égard du Parti Socialiste. La polémique exagérée et subalterne est toujours condamnable.

Cette victoire dépend essentiellement des désistements qui interviendront, entre les candidats des formations de gauche, pour le second tour. A ce sujet, le Parti Socialiste appliquera partout la discipline de gauche.

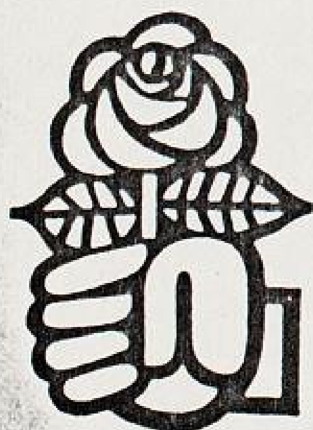
Le Parti Socialiste porte les espérances de millions de Français. En votant pour son candidat et son suppléant, vous vous donnerez les moyens d'améliorer la vie de chacun, d'élever l'image de la France dans le monde.

Le socialisme, une idée qui fait son chemin. Nous vous invitons à le tracer avec nous.

« Vivre, vivre autrement, vivre ensemble », voilà ce à quoi nous aspirons, ce pourquoi nous luttons.

Par votre vote du 12 mars, vous pouvez, Madame, Mademoiselle, Monsieur, agir pour qu'il en soit ainsi.

Le 12 mars, votez et faites voter pour les candidats du Parti Socialiste.



Daniel PIPARD

et

André DELVILLE

Imp. BARDOU - 045.80.88 / 044.80.69

Vu, le candidat